

PHILIPPE BENASSAYA

LES HUSSARDS PERDUS DE LA RÉPUBLIQUE

L'échec de la droite libérale

© Bourin Éditeur, 2007

BE bourin
éditeur

5, rue Royale 75008 Paris

INTRODUCTION

C'est l'histoire d'un temps que les moins de vingt ans ne peuvent pas connaître. L'histoire d'une époque un peu folle, mutante, déroutante pendant laquelle les vieux et commodes repères politiques, économiques et sociaux français volent en éclats. La fin d'une longue histoire, le début d'une ère nouvelle... D'aucuns diront que la France est passée de l'ombre à la lumière, qu'il faut couper des têtes, faire du passé table rase, changer la vie, enfin. D'autres, affolés, verront l'ombre menaçante des chars russes sur la place de la Concorde, penseront que Rome n'est plus dans Rome. Tragédie d'une fin ou fin d'une tragédie? Peut-être les deux...

C'est l'histoire d'un crâne. Pendant quelques secondes, peu après 20 heures, en ce 10 mai 1981, les Français, devant leur téléviseur, sont suspendus à cette calvitie confirmée qui dévoile peu à peu un crâne puis un front. À qui appartiennent-ils? Un instant de silence où chacun retient son souffle. Telle une balle de tennis qui touche la bande blanche supérieure du

filet et qui, immobile pendant un quart de seconde, hésite à choisir son camp. La France en est là. Le bonheur est-il encore aux marches du palais ou dans le pré? Dans le confort sécurisant de la routine ou dans le tourbillon grisant de l'aventure? Le crâne, le front puis les yeux... Ceux d'un homme d'un certain âge rompu à tous les combats, à tous les renversements, à tous les retournements, à toutes les destitutions, constitutions, nominations. À tout. Et pourtant, ce François Mitterrand incarne aux yeux des Français, ce jour-là, l'aventure. La balle est retombée à gauche de l'arbitre, va pour l'aventure...

C'est ensuite l'histoire d'une folie commencée place de la Bastille sous un déluge. La fin du monde? Ou Noé sur son arche perché rassemblant la communauté humaine? Une folie de deux ans. Deux petites années d'utopie et de rêve, d'un pas pressé et déterminé, avant que le mirage ne s'efface à jamais. Voilà donc la belle Marianne entrant dans une décennie – celle des années 1980 – où imagination, technologie et modernité se partagent le pouvoir, en oubliant un peu vite que la précédente modifia en profondeur la société française. Mais qui, dans l'euphorie de cette micro-révolution politique, s'en souvient? Se souvenir de quoi? Du premier vol du Concorde en 1976, par exemple, de celui d'Ariane trois ans plus tard, du bel aéroport à Roissy, du TGV qui roulera en 1981, de l'éclatement de l'ORTF, du secrétariat à la Condition féminine, de l'IVG et de la majorité à 18 ans, de Bison Futé, du périphérique autour de Paris, du Centre Georges Pompidou, l'année où la capitale a de nouveau un maire, du Forum des Halles, du premier Mcdonald's, du premier tirage du Loto, du premier rasoir jetable Bic, de *Cartes sur table* et d'*Apostrophes* qui rendent plus intelligents, du premier club de fitness Vitatop à Paris, qui rend plus fort, mais

aussi des 500 000 chômeurs en 1973, des deux chocs pétroliers qui ont fait tant de mal à cette « société libérale avancée », de la chasse au Gaspi, du « Bateau pour le Viêt-nam » de Jean-Paul Sartre, celui qui avait raison d'avoir tort, et Raymond Aron, celui qui avait tort d'avoir raison...

Mais les sables de l'alternance ont tout balayé. Recouvert. Englouti. France année zéro. Rien n'est désormais plus beau que « le socialisme de la liberté ».

C'est ensuite l'histoire d'une génération. D'une bande de copains. Un peu fous ces jeunes gens-là qui, en plein culte de l'être suprême socialiste, décident de relever le défi de la modernité libérale. Ils n'ont pas le look coco, pas le look gaucho, pas le look aristo. Mèches rebelles, en bras de chemise, la veste sur l'épaule, la cravate dans la poche. Ils parlent vite, fort, ont le sens de la formule appris aux côtés de Giscard. Ils ne proviennent pas tous du même sérail politique, de la même engance sociale. Plutôt grands commis de l'État que *golden boys* d'entreprises du CAC 40. Ils ont arpenté les trottoirs de Mai 1968, mais pas toujours du même côté. Avec les bolchos, contre les bolchos, avec la barre de fer ou avec la force des mots. Ils n'ont pas toujours le même corpus idéologique : il y a les durs, les purs, les ultras, les babas. Mais ils forment une vraie bande de copains prête à exhausser l'honneur d'une droite flétrie par la gifle du printemps de 1981. Mais pas seulement. Il ne faut pas voir dans l'éclosion spontanée de cette génération bigarrée que la résurrection de cette droite du jour d'avant. Et puis sont-ils vraiment de droite? Pour la plupart d'entre eux, cela ne fait aucun doute; pour certains, voire! Cette génération incarne autre chose. Un style, un langage, un message, un espoir.

En fait, les premières flammèches ont été allumées dès 1978. Voilà qu'à l'heure du « bon choix » préconisé par Valéry Giscard d'Estaing, ce petit bataillon de jeunes loups aux dents longues part à l'assaut de circonscriptions pas forcément prenables dans un contexte de forte poussée à gauche. Ils ont pour nom François Léotard, Alain Madelin, Gérard Longuet, Jean-Claude Gaudin, François d'Aubert, Jacques Douffiagues, Pascal Clément, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Jean-Pierre Abelin, Charles Millon, et bien d'autres. Ils ont fière allure, ces juniors, arpentant les marchés de cette désinvolture étonnante qui ne les quittera plus. À peu près tous novices en politique, déterminés à incarner la relève dans ce giscardisme finissant, convaincus qu'en cas de réélection du président sortant, ils investiront les palais lambrissés du pouvoir. Aussitôt élus, ils ne passent pas inaperçus dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Alain Madelin y fait un jour une apparition sans cravate qui lui vaudra un sévère rappel à l'ordre du président de séance, le communiste Guy Ducloux, une vieille connaissance.

À la tête de cette petite entreprise, bien que tous réticents, par principe, à l'idée du moindre rapport hiérarchique : François Léotard. Le plus abouti de tous. Le porte-parole de la bande, majorant avec brio sa dimension spirituelle, humaniste et culturelle d'un art consommé de la mise en scène et de la communication. Derrière lui, un duo de choc : Madelin, pour les dossiers et les idées ; Longuet, pour l'organisation et la stratégie. Ce trident-là va faire parler la poudre et l'encre des chroniqueurs politiques et mondains. Mais a-t-il changé la droite ? Dès 1981, « la bande à Léo » fait souffler un je-ne-sais-quoi de rafraîchissant dans ce Landerneau politique français accoutumé à passer et à repasser les sempiternels plats réchauffés, capturé par les « vieilles barbes » – comme on disait sous la

Commune des anciens révolutionnaires de 1848 – que sont Mitterrand, Giscard, Barre, Chirac, non pas tant ou seulement par l'âge mais par l'extraordinaire longanimité dont ils font preuve. Chouchous des médias pour leur disponibilité, leur franc-parler et leurs positionnements singuliers, jamais là où on les attend, ils vont folâtrer avec joie dans cette décennie libérale qui découvre la bureautique, l'humanitaire, la solidarité, les Restos du cœur, les émissions racoleuses ou polémiques comme *Droit de réponse*, *Le Jeu de la vérité*, *Ambition* d'un certain Bernard Tapie, futur ministre de Tonton, incontournable rendez-vous cathodique de ceux qui gagnent, qui investissent et qui prennent des risques, et *Vive la crise!* d'Yves Montand converti en direct au libéralisme économique, lui, l'ancien compagnon de route du « parti »...

Mais au-delà de la geste et du marketing politique, reste le fond. Un ciment les unit depuis toujours malgré les différences : le combat contre le totalitarisme communiste ; un projet les soude : le libéralisme économique, politique et social. Pas facile pour le premier. En 1978, en pleine folie disco, le monde danse sur un rythme d'enfer. Un véritable enfer, en effet. Le rideau de fer balafre encore l'Europe et l'Union soviétique multiplie les condamnations à l'encontre de dissidents : le physicien Orlov, le refuznik Chtcharansky et l'écrivain Guinzburg écotent de plusieurs années de détention. Les *boat people* fuyant le Viêt-nam n'en finissent pas de dériver sur les eaux troubles de la détresse et de la mort. À l'extrême droite, la dictature d'un Videla en Argentine se renforce à l'heure où certaines voix s'élèvent pour dénoncer l'organisation de la Coupe du monde de football dans ce pays ; notre Rocheteau national – l'Ange vert – hésitant même à y fouler les pelouses avec les Bleus. Cas de conscience, malaise national. Dans le

magazine *L'Express*, Darquier de Pellepoix, ancien commissaire général aux Questions juives sous Vichy, déclare au journaliste Philippe Ganier-Raymond: «À Auschwitz, on n'a gazé que les poux», suscitant les funestes applaudissements d'un certain Faurisson, professeur d'Université à Lyon. L'année suivante, l'opinion publique fait connaissance avec le radicalisme musulman en Iran et l'armée soviétique envahit l'Afghanistan. Voilà pour le décor. Face à cette escalade de l'horreur, les vieux combats et réflexes de certains de nos jeunes loups de la politique resurgissent. L'anticommunisme viscéral qu'ils affichent fleurit bon cette adolescence retrouvée, à l'époque de la guerre d'Algérie, l'encaustique des bancs de la faculté où Madelin, Longuet, mais aussi Devedjian, parti ensuite au RPR, isolés au milieu des cohortes gauchistes, cassaient du rouge au nom de l'Occident mais pas encore au nom du libéralisme. Pour les autres, tels Léotard ou Malhuret, plus à gauche, l'aversion pour le totalitarisme s'accompagnait d'un fort sentiment pour les Droits de l'homme. «De l'URSS au Cambodge, écrit Gilles Paris dans *Le Monde*, François Léotard, dessillé avant l'heure, défendait la liberté partout, courant presque au-devant des chars et des canons, Renan et Péguy toujours en bandoulière¹.» Tout au long de cette décennie allant de 1978 à 1988, ils ne ménageront pas leurs efforts pour dénoncer la barbarie et la haine. C'était, selon François Bayrou, de «l'anticommunisme tourné en Droits de l'homme²».

Le libéralisme, enfin. Le mot est lâché. Ces cadets de la droite n'ont qu'un mot à la bouche: liberté! Pendant dix ans, ils vont incarner cette génération libérale tellement en vogue à l'heure des premiers frimas de la rigueur socialiste. S'inscrivent-ils dans la longue tradition libérale française? Sont-ils les nouveaux hérauts du libéralisme des Lumières?

Ont-ils pour livres de chevet ceux de Benjamin Constant, d'Alexis de Tocqueville, de Frédéric Bastiat? Soyons clairs: ce ne sont pas de nouveaux philosophes; ce sont avant tout des responsables politiques. Avec leurs ambitions, leurs contradictions, leurs limites. Ils sont libéraux de nature, mais aussi par opportunisme au sens où Gambetta l'entendait: du pragmatisme contextuel l'emportant sur des doctrines intemporelles.

Le mot est donc lâché. Car ce libéralisme-là n'est pas encore une insulte, un crachat, une honte. Il n'a pas encore subi les caricatures rabelaisiennes des actuels orphelins du communisme. Il n'est pas encore responsable du déclin de la France, de l'Europe, du chômage, des délocalisations, des banqueroutes ou de la malbouffe. Ce libéralisme-là ne se réduit pas à une simple machinerie économique.

Il est avant tout politique.

Dans les années 1980, qui n'était pas «libéral» passait pour une vieille baderne, un planqué, un nostalgique rigide de la guerre froide des idéologies. Libéral, c'était branché, «câblé» pour reprendre la vulgate mitterrandienne. Libéral, c'était – *a priori* – une manière de rejeter la politique politicienne, ses recettes fumeuses, sa grande cuisine pompeuse et ses petits plats cuits à l'étouffée. *A priori...*

Car le pouvoir rend fou, vorace, amnésique. Car la politique sans ambitions nationales n'est pas la politique. Car les ambitions sans des Brutus ne sont pas tout à fait des ambitions. Cette génération-là, «lancée dans un marathon médiatique sans fin³», programmée pour entrer à l'Élysée, se fracassera sur l'autel du réalisme. Il lui a manqué le courage de dire non, d'envoyer tout valser pour mieux préparer la relève. Il lui a

manqué le courage de dire oui quand il s'est agi de sortir de la tranchée pour affronter le feu. Il lui a manqué le cuir nécessaire pour résister aux vieux chevaux de trait de la politique française. Il lui a manqué, enfin, la patience, le silence et la discipline. Le silence, pourtant, une vertu cardinale chez Léotard, l'ancien frère Honorat du monastère bénédictin de la Pierre-qui-Vire. « J'aimais le silence, affirme-t-il dans son livre d'entretiens⁴. Et je crois que je l'aime plus encore aujourd'hui. En corollaire, je déteste le bruit, le bruit de la rue, le bruit des choses lorsque j'ai le sentiment que c'est une violence que l'on me fait. » Et un peu plus loin, cette étonnante confession pour ce marathonien médiatique : « La politique est trop bruyante pour qu'elle soit une vraie passion »... Et, pour couronner le tout, l'Histoire de France, si pesante, si présente, est là pour vous rappeler qu'être libéral en ce pays n'est point chose aisée.

L'histoire du libéralisme est une autre histoire. Elle dépasse le cadre de cette présente chronique. Une longue histoire dont les développements littéraires, politiques et philosophiques ont été largement abordés et étudiés par ailleurs. Mais pour bien comprendre le sujet, il est néanmoins nécessaire de rappeler des données fondamentales, certains héritages, quelques similitudes.

Malgré le poids, au fil des siècles, de l'absolutisme monarchique et d'un État surdimensionné, il y a bien une tradition libérale en France. Ou plutôt un réflexe libéral dans ce vieux pays agricole et féodal. Certes, la France est un bien beau pays, avec ses châteaux en bout de chemin, ses clochers romans et ses flèches gothiques, son organisation administrative si cartésienne dans sa complexité, ses apanages et ses généralités. Mais il y manque le plus important : la liberté. Tout a commencé

sous le siècle des Lumières. Dès le début, cette liberté réclamée par des bourgeois et des aristocrates tels que Voltaire, Rousseau, Montesquieu et Diderot, concernait en priorité le domaine politique : « La liberté, affirme Jean-Marie Goulemot, devint un des éléments essentiels de la réflexion politique. Avec Montesquieu, le despotisme apparaît comme la figure du mal absolu⁵. »

À l'origine donc, le libéralisme est un courant philosophique et politique qui s'oppose à l'absolutisme monarchique et qui place l'individu au cœur de la société. « Le libéralisme, écrit le grand historien René Rémond, est le contraire du pouvoir personnel et de tout régime autoritaire : c'est la garantie des libertés publiques et la protection des libertés individuelles⁶. » Il s'inspire largement du modèle anglais ou hollandais, de ces nations huguenotes du libre arbitre, à la longue tradition démocratique parce que, depuis longtemps, façonnées par le commerce et l'appel du grand large.

Vulgarisateur de la Constitution anglaise, Montesquieu n'est pas étranger à cet héritage ; d'ailleurs, il n'est étranger à rien : « Comme tous les grands théoriciens du libéralisme, Montesquieu est passionnément attaché à la diversité du monde et il ne redoute rien tant que l'uniformité⁷. » Si nos philosophes, lassés par le corset du pouvoir central, ont lorgné vers Londres, Amsterdam ou Hambourg, ils n'en ont pas moins posé, à leur tour, les fondements des révolutions démocratiques à venir, car leur réflexion était politique en ce sens qu'elle opposait définitivement le libéralisme au conservatisme, le mouvement à l'immobilisme, l'action à la réaction. Le premier acte fort de ce nouveau courant d'idées est la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen. Progressistes, les libéraux ? Assurément, mais à l'origine d'essence aristocratique et bourgeoise. D'ailleurs, tout au long

du siècle suivant, les libéraux font figure d'opposants au pouvoir, de révolutionnaires prêts à mourir pour la liberté. En Europe, plus qu'en France, le libéralisme se réclame d'un nationalisme unitaire (en Italie notamment), d'un romantisme échevelé, parfois d'un socialisme d'inspiration rousseauiste, en ce sens où la question sociale n'est jamais bien loin de la défense des libertés fondamentales, dans un monde bouleversé par la révolution industrielle, mais, à tous les coups, d'une détermination farouche à affranchir l'homme du maître, du seigneur et du curé. « Le libéralisme est l'idéologie de la classe bourgeoise qui profite de la Révolution française. Mais en Allemagne, en Italie, dans l'Europe centrale et orientale, l'aristocratie gouverne, l'unité nationale n'est pas faite; les libéraux sont dans l'opposition et le mouvement libéral, pendant la première moitié du siècle, se confond avec le mouvement national⁸. »

Le libéralisme demeure une réflexion sur le gouvernement, le pouvoir, la société et les mœurs. Le libéralisme, c'est une économie et une politique de l'homme. Pour Alain Madelin, « le libéralisme est d'abord un humanisme. Contrairement à ce que les adversaires du libéralisme affirment à longueurs d'interviews [...] la pensée libérale ne donne pas la priorité à l'économie. C'est une philosophie de la liberté et de la responsabilité personnelle⁹. »

Constant, qui mourra dans les premiers jours du règne du bon roi citoyen Louis-Philippe, jettera les bases d'un vrai gouvernement représentatif: affaiblissement du pouvoir royal, responsabilité ministérielle, pouvoir législatif exercé par deux Chambres, défense des libertés, y compris religieuses... Si la Révolution n'est pas un bloc, n'en déplaise à M. Clemenceau, elle a quand même du bon pour l'auteur d'*Adolphe*, notamment en ce qui concerne la question fondamentale du système

électif contre le traditionnel système héréditaire de l'Ancien Régime. En un mot: l'individu contre la race. Constant abhorre l'Ancien Régime et soutient, comme Tocqueville, le système électif au nom de l'égalité: « L'Égalité seule est conforme à la vérité¹⁰ », écrira-t-il. Mais sa conception de l'égalité rejette, pour l'instant, le suffrage universel au profit du suffrage censitaire, à une époque où l'« Enrichissez-vous! » de Guizot, le promoteur du « juste milieu », fait fureur.

Toutefois, le besoin de liberté et d'égalité est toujours plus fort. Plus fort que l'agitation brouillonne des péripéties politiques. Sinon comment comprendre que le second Empire, drapé dans le souvenir cocardier d'Austerlitz, ait pu passer, en quelques années, d'un État autoritaire à un Empire franchement libéral et parlementaire? C'est que la sûre et lente ascension d'une bourgeoisie d'affaires et d'une classe moyenne prospère, amorcée sous le régime libéral de Louis-Philippe, l'agitation républicaine et ouvriériste provoquée par l'urbanisation haussmannienne et l'industrialisation du pays ont poussé les hiérarques du régime impérial à changer de braquet et à humer l'air du temps. Les « nouvelles couches sociales » sont sur le point de bouleverser l'ordonnement pyramidal de la société française. Mais qui s'en souvient aujourd'hui? Qui se souvient qu'Adolphe Thiers, surnommé le « député de poche » du fait de sa petite taille, ce « résumé du XIX^e siècle français¹¹ », selon l'expression du duc de Castries, fut le partisan acharné, au soir d'un Empire vieillissant, des cinq libertés fondamentales dont la France avait besoin (liberté individuelle, liberté de la presse, liberté des élections, liberté de la représentation nationale et liberté parlementaire)? Qui se souvient que les très républicaines lois sur la liberté et la gratuité de l'enseignement de M. Ferry (il faut lire et relire sa

Lettre aux instituteurs) et sur la séparation des Églises et de l'État sont des lois avant tout libérales, ou plutôt de liberté?

Le libéralisme, c'était ça. Une fracture, un refus des conventions, une certaine idée moderne du progrès. Mais pas une lame de fond, rien que d'épisodiques rébellions dans un vieux et solide pays à la longue tradition étatique et administrative qui a fait sa *grandeur*, mais aussi ses lourdeurs. Le décalage est récurrent entre le libéralisme appliqué à l'univers politique et le libéralisme philosophique qui a traversé toutes les périodes de l'Histoire et influencé nos dernières Républiques, à part peut-être pendant le Cartel des gauches, en 1924, et le Front populaire, douze ans après. Le libéralisme demeure, avant tout, une idée philosophique itinérante, une référence liée à la nature même des hommes d'État. Le hic, c'est sa traduction politique. Difficile de le circonscrire à une généalogie politique hexagonale.

Et c'est bien là le drame de la pensée libérale: déconnectée du cours turbulent de la scène politique, écrasée par la toute-puissance étatique, elle a flotté de tout temps au-dessus des partis – à la différence des pays anglo-saxons où elle a trouvé une expression parlementaire structurée du fait de la place qu'elle a toujours accordée à l'homme en tant qu'acteur politique majeur –, sans attaches pérennes, au gré du fracas des armes et des révolutions, comme une réponse à un besoin périodique des peuples à plus de liberté, comme un inévitable repoussoir en temps de crises sociales. Cette insoutenable légèreté d'être en dehors du jeu politique l'a condamnée à n'être ni de droite, ni de gauche. La droite française, si longtemps maurrassienne, fantasmant sur une France éternelle faite de héros providentiels qui flattent la superbe gauloise, s'est toujours méfiée de ces révoltés sans frontières, souvent précurseurs mais pas assez pétris d'Histoire. Est-ce parce que, comme

l'écrit le gaulliste Denis Tillinac, «centristes et libéraux n'ont pas en France de mémoire¹²»? De Gaulle ne dit pas autre chose lors de sa conférence de presse du 16 mai 1967: «Nous avons fait notre choix qui consiste à ouvrir la carrière à la liberté mais nous rejetons absolument le "laissez-faire, laisser passer" et nous voulons qu'en notre siècle, ce soit la République qui conduise la marche économique de la France.» Ah, la belle antienne éculée du Général! Ce «laissez-faire, laisser passer», tache indélébile sur la chasuble du libéral! Comme l'a écrit Antoine Prost, professeur d'histoire contemporaine: «Le gaullisme n'est pas un libéralisme; il revendique hautement, pour l'État, le rôle de diriger l'économie¹³.» Quant à la gauche, il lui faut, sans cesse, se retenir, de faire un Bad Godesberg pour poursuivre ses recherches en paternité dans les eaux troubles du marxisme.

Ainsi, tout en évitant les schématisations à outrance, est-il possible d'établir une sorte de traçabilité libérale en France, de la monarchie de Juillet à Giscard en passant par Thiers, Guizot et Antoine Pinay, sans oublier les fondateurs de la III^e République. Mais les passerelles entre les pères fondateurs du libéralisme français et la génération de jeunes-turcs des années 1980 ne sont ni simples ni linéaires. Mais pas inexistantes. Force est de constater que cette génération-là, à l'instar de son mentor Giscard, est celle qui a remis au goût du jour la notion de liberté et un vrai projet de société dans un pays traumatisé par la rigueur hivernale d'un socialisme dépressif. C'est déjà ça.

Alors, génération libérale? Génération humaniste? Génération spontanée? Ou génération frime, génération paillettes et, enfin, pour reprendre le titre de l'ouvrage d'un de ses mélancoliques cheveu-légers¹⁴, génération bidon?

Voici son histoire.

TABLE

INTRODUCTION		9
CHAPITRE 1	Voyage au bout de l'enfer	23
CHAPITRE 2	Giscard...	37
CHAPITRE 3	À l'assaut de la République	51
CHAPITRE 4	Le promeneur des Champs-Élysées	73
CHAPITRE 5	La « société libérale avancée »	89
CHAPITRE 6	Agir pour l'avenir...	111
CHAPITRE 7	Le Groupe des Huit	151
CHAPITRE 8	Les « crabes mondains » de Marignan	169
CHAPITRE 9	Des libéraux en hiver	193
CHAPITRE 10	La folie libérale	217
CHAPITRE 11	Léo...	233
CHAPITRE 12	L'ivresse du pouvoir	257
CHAPITRE 13	Les lions sont lâchés	275
CONCLUSION	Ils ne vieilliront pas ensemble...	309
ÉPILOGUE		319
NOTES		321
REMERCIEMENTS		331